



Union Départementale des syndicats CGT des Alpes-Maritimes Communiqué de presse

Le pass sanitaire, les attaques contre notre protection sociale !!! Des mesures antisociales !!!

L'Union Départementale CGT des Alpes-Maritimes s'insurge et dénonce le passage en force, autoritaire du gouvernement pour la mise en œuvre de son pass sanitaire.

Ce pass sanitaire est une nouvelle attaque à nos libertés individuelles et collectives. Nous ne saurions tolérer de vivre dans une société de contrôle généralisé, créant des « sous-citoyens » alors que tout indique que nous en avons pour des mois à vivre avec le virus.

La méthode de division employée par le gouvernement ne fait que générer de fortes tensions, de folles rumeurs et annonces farfelues plutôt qu'un grand débat démocratique, une information d'ampleur claire. Ce gouvernement ne fait que de la Com, des effets d'annonces plutôt que gouverner **vraiment** le pays.

Une vaccination massive est nécessaire pour combattre cette pandémie. Cela passe par une campagne de prévention et des moyens comme notamment la gratuité des masques, la gratuité des tests et le déploiement de centres de vaccination au plus près des plus précaires et fragiles. Cependant la vaccination ne peut se faire dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix.

Depuis le début de la pandémie, la CGT n'a eu de cesse d'exiger les moyens financiers et humains, pour remettre debout les hôpitaux publics et soigner correctement. **Ces moyens n'ont pas été octroyés.** Il en est de même pour les Ehpad. Pire, nous constatons que la casse de l'hôpital public continue (fermetures de lits, suppressions de postes, transferts de services spécialisés vers le privé...).

Autoritarisme et casse sociale vont de pair !!!

Le gouvernement mène de graves attaques contre les droits sociaux.

La réforme régressive de l'assurance-chômage serait entérinée dès le 1er octobre, diminuant fortement les durées et les montants des allocations des chômeurs.

Le gouvernement a également confirmé sa volonté de reporter l'âge légal de départ en retraite et la fin de tous les régimes spéciaux. Mais il ne revient aucunement sur toutes les largesses accordées aux entreprises du capital depuis le début du quinquennat.

Le gouvernement veut faire payer la crise aux travailleuses et travailleurs, aux précaires et privé.es d'emploi, et aux retraité.es.

Nous demandons que soient mis à contribution, bien davantage qu'aujourd'hui, les multinationales et les très riches, au profit de la solidarité nationale. Nous exigeons une politique sociale ambitieuse, passant par des services publics de qualité et des droits sociaux plus importants.

Sur le département des Alpes-Maritimes, depuis plusieurs semaines, les salarié-es de nombreuses entreprises sont en lutte et mobilisation contre les attaques faites sur leurs conditions de travail, salaires, suppressions d'emploi, flexibilisation du temps de travail, externalisations, réorganisations pour encore plus de profits... : Aviapartner, la poste, les cheminots, les hôtels et la restauration, les services publics, la santé et l'action sociale...

D'ailleurs, notre organisation syndicale appelle, l'ensemble des salarié.es et de ses militant-es à se mobiliser à la moindre pression, menace, sanction, suspension du contrat de travail, licenciement... de la part des employeurs.

Notre Union Départementale exprime son opposition à cette nouvelle loi, et à toutes les mesures antisociales et liberticides visant à faire payer la note de la crise sanitaire et sociale au seul monde du travail.

Nous appelons les salarié-es à participer aux mobilisations estivales et aux appels à la grève dans les entreprises pour y porter des revendications claires : Non au Pass Sanitaire, Oui à la levée des brevets des vaccins et à la reconstruction de l'Hôpital Public, Non aux réformes des Retraites et de l'Assurance-chômage.

Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous pour une grande journée de grève interprofessionnelle et intersyndicale le **Mardi 5 octobre 2021.**

Nice le 27 juillet 2021

34 Boulevard Jean JAURES 06300 NICE

 04 92 47 71 10  ud@cgt06.fr Web : www.cgt06.fr